

RCS : EVRY

Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2001 B 01146

Numéro SIREN : 340 560 846

Nom ou dénomination : 2 I - INTER INVESTISSEMENTS

Ce dépôt a été enregistré le 15/05/2018 sous le numéro de dépôt 3563

La situation financière du groupe est satisfaisante.

L'endettement du groupe concerne essentiellement l'acquisition du foncier des sociétés d'exploitation.

- Endettement sur chiffre d'affaire	29.41%
- Endettement sur capitaux propres (groupe et minoritaires)	19.59%
- Endettement net	0
- Coût moyen endettement (dettes nettes sur capitaux propres groupe et minoritaire)	3,60%

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le groupe exploite des maisons de retraite sous la marque REPOTEL et des cliniques sous la marque CLINALLIANCE.

La SA 2I INTER INVESTISSEMENTS exerce des fonctions de contrôle, d'animation, participe activement à la conduite de la politique du groupe qu'elle définit et dont elle contrôle l'application. Elle fournit notamment à ses filiales son assistance permanente dans la définition et la mise en place de la stratégie du groupe, assure la direction générale de l'ensemble des sociétés d'exploitation et assiste la direction opérationnelle de chacune dans le cadre de la politique définie et ce notamment dans les domaines administratifs, comptables, de gestion, financière, travaux.

En décembre 2014, la SA 2I INTER INVESTISSEMENTS a acquis un ensemble immobilier composé de 2 bâtiments à Lisbonne en cours de réhabilitation afin d'y exploiter un établissement d'hébergement. A cet effet, la société de droit portugais LDA ELEGANT MYSTERY dont le capital est détenu en son intégralité par la 2I a été constituée.

LDA TREASURE TENDENCY immatriculée le 27 novembre 2015, détenue à 100% par la 2I a été constituée par l'acquisition d'un immeuble sis à Lisbonne, pour le prix de 5K€ afin d'y exploiter après réhabilitation une maison de retraite.

Ces 2 sociétés ont été intégrées dans la consolidation de l'exercice clos le 30/9/2016 pour la première fois.

La SAS JARDINS DE ST CLOUD immatriculée le 9 janvier 2016 est intégrée dans la consolidation de l'exercice clos le 30 septembre 2016 pour la première fois.

La société Holding 2I INTER INVESTISSEMENTS a enfin souscrit pour l'intégralité du capital d'une société de droit portugais, la société DANTAGALUM, immatriculée en juillet 2017, avec pour objet l'exploitation d'un complexe touristique au Portugal.

Les sociétés prises en compte dans la consolidation sont celles figurant ci-après sous le chapitre « sociétés contrôlées ».

PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

En dépit des charges accrues liées notamment à la réglementation de plus en plus complexe et créatrice de charges, à la baisse tarifaire des prix de journée des cliniques et à la nouvelle tarification règlementaire, le groupe REPOTEL - CLINALLIANCE a vu son chiffre d'affaire se maintenir puisque celui-ci s'est élevé au **30 septembre 2017** à **77 273 K€** contre **77 849 K€** pour l'exercice précédent soit une variation de **-0.74 %**.

Le montant des charges de personnel incluant la participation des salariés s'est élevée à **42 798K€** contre **42 367 K€** pour l'exercice précédent soit une variation de **1.02 %**.

L'effectif moyen du groupe s'est élevé à **979** contre **973** pour l'exercice précédent soit une variation de **0.62 %**.

Le résultat d'exploitation s'est élevé à **20 208 K€** contre **19 381 K€** pour l'exercice précédent, soit une variation de **4.27 %**.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève au **30 septembre 2017** à **13 046 K€** contre **12 470 K€** pour l'exercice précédent soit une variation de **4.62 %**.

EVOLUTION PREVISIBLE

La conjoncture économique dans le secteur doit nous contraindre à être vigilant sur les charges d'exploitation.

RESULTATS DE LA SOCIETE MERE

Le chiffre d'affaires de la société mère s'élève à **5 888 K€**, son résultat d'exploitation à **306 K€** et son résultat net à **2 307 K€**.

SOCIETES CONTROLEES

- REPOTEL (20,29%), REPOTEL BRUNOY (97,31%), SCI REPOTEL LES CHARTIERES (99,5%), CLINIQUE MEDICALE DE VILLIERS SUR ORGE (77,65%), SCI REPOTEL SAVIGNY LE TEMPLE (80 %), SCI REPOTEL FINETSO (98 %), REPOTEL MAUREPAS (2,4%), SCI REPOTEL ANADAV GAMBETTA (99 %), SCI DANASO (99 %), SCI ESSONNES CELESTINS (99,99%), SCI FONTENAY (90%), SARL CLINALLIANCE FONTENAY (99%), SARL REPOTEL GAMBETTA (99,8 %), SCI CLAVEL FESSART (99,9%), SARL REPOTEL ISSY (99%), SCI ISSY (90%), SARL CLINALLIANCE PARIS BUTTES CHAUMONT (95%), SARL CLINIQUE DE READAPTATION DE PIERREFITTE (70%), SAS SOCIETE NOUVELLE REPOTEL GENNEVILLIERS (50%) ; SOCIETE REPOTEL VOISINS LE BRETONNEUX (50%), SCI PIERREFITTE (90%), SCI BOUVILLE (99%), SCI SAINT CLOUD (90%), SASU LES JARDINS DE SAINT CLOUD (100%), LDA ELEGANT MYSTERY (100%), LDA TREASURE TENDENCY (100%), LDA DANTAGALUM (100%).

RESULTATS DES FILIALES

	Chiffres d'affaires En K€	Résultats nets en K€
REPOTEL ↵	2 859	807
REPOTEL BRUNOY ↵	7 553	1 526
CLINIQUE DE VILLIERS SUR ORGE ↵	19 286	1 773
REPOTEL MAUREPAS ↵	2 495	735
CLINALLIANCE FONTENAY ↵	5 358	277
REPOTEL GAMBETTA ↵	3 436	739
REPOTEL ISSY ↵	3 688	775
CLINALLIANCE PARIS BUTTES CHAUMONT ↵	15 648	1 451
CLINALLIANCE PIERREFITTE ↵	12 015	348
STE NOUVELLE REPOTEL GENNEVILLIERS ↵	2 314	503
STE REPOTEL VOISINS ↵	2 672	645
SCI REPOTEL LES CHARTIERES ↵	2 840	1 523
SCI REPOTEL SAVIGNY LE TEMPLE ↵	489	298
SCI REPOTEL FINESTO ↵	88	83
SCI REPOTEL ANADAV GAMBETTA ↵	813	465
SCI DANASO ↵	89	76
SCI ESSONNE CELESTINS ↵	204	73
SCI FONTENAY ↵	482	350
SCI CLAVEL FESSART ↵	2 040	1 427
SCI ISSY ↵	515	324
SCI PIERREFITTE ↵	2 073	119
SCI BOUVILLE ↵	937	499
SCI SAINT CLOUD ↵	691	-711

Il est précisé que les comptes des SCI sont ceux de l'exercice clos au **31 décembre 2016**, à l'exception de la SCI ANADAV (exercice clos le **30 septembre 2017**).

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRES LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE

Un permis de construire a été délivré à la SCI FONTENAY le 8 novembre 2017 pour la création d'un hôpital de jour.

De même REPOTEL BRUNOY a été autorisé par arrêté du 27 février 2018 à procéder à l'agrandissement de l'établissement de BRUNOY.

Conformément à la loi n° 2015-177.6 du 28 décembre 2015, le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) s'est substitué à la convention tripartite qui prévalait jusqu'alors.

Le premier CPOM a été signé le 5 janvier 2018 pour entrer en vigueur le 1^{er} février 2018 pour une durée de 5 ans, avec notre filiale la SARL REPOTEL GAMBETTA.

Votre Conseil vous invite, après lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'Administration

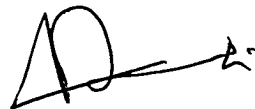
2I – INTER INVESTISSEMENTS

Société Anonyme

46, rue de Verdun – 91310 Longpont sur Orge

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

*Pour copie certifiée conforme
à l'original*



Exercice clos le 30 septembre 2017

2I – Inter Investissements S.A.

Siège social : 46, rue de Verdun – 91310 Longpont sur Orge
Capital social : €. 40.000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 septembre 2017

A l'assemblée générale de la société 2I Inter Investissements SA,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société 2I Inter Investissements SA relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les notes 4.2.2, 4.3.1 et 7.1 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation et l'amortissement des actifs incorporels et des écarts d'acquisition. Dans le cadre de notre appréciation des méthodes comptables suivies par votre société, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les notes 4.3.2 et 4.3.3 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des immobilisations corporelles et des contrats de location financement. Dans le cadre de notre appréciation des méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes retenues et des informations fournies dans l'annexe des comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

4. Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

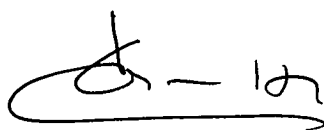
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 14 mars 2018

ATRIOM



Jérôme Giannetti
Associé

Société Lionel Guibert



Lionel Guibert
Associé

2I – Inter Investissements S.A.

Annexe au rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 septembre 2017

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

SA 2I INTER INVESTISSEMENTS

COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 30 septembre 2017

Sommaire

Note préalable : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en K€.

1	Bilan consolidé	4
2	Compte de résultat consolidé	5
3	Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie	6
4	Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation	7
4.1	Référentiel comptable	7
4.2	Modalités de consolidation	7
4.2.1	Méthodes de consolidation	7
4.2.2	Ecarts d'acquisition	7
4.2.3	Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées	8
4.3	Méthodes et règles d'évaluation	8
4.3.1	Immobilisations incorporelles	8
4.3.2	Immobilisations corporelles	8 et 9
4.3.3	Contrats de location financement	9
4.3.4	Immobilisations financières	9
4.3.5	Stocks et travaux en-cours	9
4.3.6	Créances et dettes	9
4.3.7	Impôts sur les bénéfices	10
4.3.8	Provisions pour risques et charges	10
4.3.9	Engagements de retraite et prestations assimilées	10
4.3.10	Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)	10
4.3.11	Honoraires des Commissaires aux comptes	10
4.3.12	Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant	11
4.3.13	Résultats par action	11
5	Périmètre de consolidation	11
5.1	Activité	11
5.2	Faits caractéristiques de l'exercice	12
5.3	Organigramme au 30 septembre 2017	13
5.4	Liste des sociétés consolidées	14 et 15
6	Comparabilité des comptes	16
6.1	Changements comptables	16
6.2	Variations de périmètre	16

7	Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations	17
7.1	Immobilisations incorporelles	17
7.2	Immobilisations corporelles	18
7.3	Immobilisations financières	19
7.4	Stocks et en-cours	19
7.5	Ventilation des créances par échéance	20
7.6	Dépréciation de l'actif circulant	20
7.7	Capitaux propres	20
7.7.1	Composition du capital social	20
7.7.2	Variation des capitaux propres - Part du groupe	21
7.8	Provisions pour risques et charges	21
7.9	Impôts différés	22
7.10	Emprunts et dettes financières	23
7.11	Autres passifs à court terme	23
7.12	Engagements hors-bilan	23
7.13	Amortissements et provisions d'exploitation	24
7.14	Résultat financier	24
7.15	Résultat exceptionnel	25
7.16	Impôt sur les bénéfices	25
7.16.1	Analyse de l'impôt sur les bénéfices	25
7.16.2	Preuve d'impôt	26
7.17	Effectif salarié	26
8	Autres informations	27
8.1	Chiffre d'affaires	27
8.2	Résultat d'exploitation	27
8.3	Événements postérieurs à la clôture	27
8.4	Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction	27

1 Bilan consolidé

ACTIF	30/09/17	30/09/16	Note n°	PASSIF	30/09/17	30/09/16	Note n°
Actif immobilisé	107 517	107 207		Capitaux propres (part du groupe)	89 978	78 759	7.7.2
Capital souscrit non appelé	0	0					
Ecarts d'acquisition	430	527	7.1	Capital	40	40	7.7.2
Immobilisations incorporelles	8 141	8 284	7.1	Primes			
Immobilisations corporelles	98 619	98 128	7.2	Réserves	78 719	68 462	
Immobilisations financières	327	268	7.3	Résultat consolidé	11 219	10 257	
Titres mis en équivalence				Autres (écarts de conversion)			
Actif circulant	57 989	49 222		Intérêts minoritaires	27 038	24 340	
Stocks et en-cours	294	286	7.4	Situation nette de l'ensemble consolidé	117 016	103 099	
Clients et comptes rattachés	10 982	11 464	7.5- 7.6	Provisions pour risques et charges	6 707	7 867	7.8
Autres créances et comptes de régularisation	3 582	1 162					
Valeurs mob. de placement	0	0		Dettes	41 783	45 463	
Disponibilités	43 131	36 310		Emprunts et dettes financières	25 983	30 038	7.10
				Dettes d'exploitation	11 237	10 436	7.11
				Autres dettes et comptes de régularisation	4 563	4 989	7.11
TOTAL	165 506	156 429		TOTAL	165 506	156 429	

2 Compte de résultat consolidé

	30/09/17	30/09/16	Note n°
Chiffre d'affaires	77 273	77 849	8.1
Autres produits d'exploitation	11 196	9 506	
Achats consommés	(15 415)	(15 905)	
Charges de personnel (inclus participation des salariés)	(42 798)	(42 367)	
Autres charges d'exploitation	(439)	(3)	
Impôts et taxes	(5 525)	(5 197)	
Dotations aux amortissements et aux provisions	(4 084)	(4 502)	7.13
Résultat d'exploitation	20 208	19 381	8.2
Charges et produits financiers	(797)	(912)	7.14
Résultat courant des entreprises intégrées	19 411	18 469	
Charges et produits exceptionnels	(193)	(201)	7.15
Impôts sur les résultats	(5 101)	(5 695)	7.16
Résultat net des entreprises intégrées	14 117	12 573	
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(97)	(103)	
Résultat net de l'ensemble consolidé	14 020	12 470	
Intérêts minoritaires	2 801	2 213	
Résultat net (part du groupe)	11 219	10 257	
Résultat par action (en Euros)	4 487,50	4 102,81	
Résultat dilué par action (en Euros)	4 487,50	4 102,81	

3 Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie

	30/09/17	30/09/16
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	11 219	10 257
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées	2 801	2 213
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	3 302	4 116
- Variation des impôts différés	(326)	385
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	(6)	(3)
- Subventions virées au résultat	0	0
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	16 990	16 968
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE	(1 613)	3 048
Flux net de trésorerie généré par l'activité	15 377	20 016
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(4 344)	(18 167)
Cession d'immobilisations	(38)	21
Trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales	(15)	(15)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(4 397)	(18 161)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(104)	(97)
Augmentation de capital en numéraire Encaissement provenant d'emprunts	80	7 308
Remboursements d'emprunts	(4 204)	(3 035)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(4 228)	4 176
VARIATION DE TRESORERIE	6 752	6 031
Trésorerie d'ouverture	36 300	30 269
Trésorerie de clôture	43 052	36 300

4 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

4.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe REPOTEL CLINALLIANCE (SA 2I INTER INVESTISSEMENTS) sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France, et notamment le règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable.

Les comptes consolidés respectent les principes comptables définis ci-dessous.

4.2 Modalités de consolidation

4.2.1 Méthodes de consolidation

Toutes les sociétés du Groupe sont contrôlées exclusivement, directement ou indirectement, par la société mère 2I INTER INVESTISSEMENTS SA. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

La liste des sociétés composant le périmètre de consolidation est précisée en notes 5.3 et 5.4.

4.2.2 Ecarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires précédentes, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation,
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions (écarts amortis sur 10 et 20 ans).

Au 30/09/2017, les écarts d'acquisition figurant à l'actif du bilan consolidé pour un montant de 2 273 K€, amortis à hauteur de 1 843 K€, concernent les sociétés civiles immobilières, d'une part, et les rachats de titres complémentaires des sociétés commerciales, d'autre part (voir note 7.1).

4.2.3 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Toutes les SA, SAS et SARL sont intégrées globalement sur la base de leurs comptes arrêtés au 30 septembre 2017, date de clôture de leurs comptes sociaux. L'exercice est d'une durée de douze mois.

Les SCI sont consolidées sur la base d'une situation comptable intermédiaire arrêtée au 30 septembre 2017 (douze mois), sauf pour la SCI ANADAV dont les comptes sociaux sont clôturés au 30 septembre de chaque année.

4.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe REPOTEL CLINALLIANCE (SA 2I INTER INVESTISSEMENTS) sont les suivants :

4.3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition.
Les immobilisations incorporelles peuvent être amorties, le cas échéant, sur des périodes qui correspondent à leur protection légale ou à leur durée d'utilisation prévue.

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Concessions, brevets, licences	Linéaire	1 à 5 ans
Fonds de commerce (autorisation d'exploiter des lits médicalisés)	Linéaire	10 ans

La valeur brute des lits médicalisés figurant en Fonds de commerce s'élève à 3 749 K€ sur un total de 11 043 K€ (voir note 7.1).

L'ordonnance du 4 septembre 2003 a remplacé la notion d'installations (lits et places) par celle d'activité de soins. Le nouveau régime mis en place par la publication du SROS III a conduit le groupe à amortir les lits acquis sur la durée restant à courir de l'autorisation soit 137 K€ au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017 (275 lits dont la dernière mise en service a eu lieu en décembre 2008).

4.3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux immobilisations suivantes : constructions et agencements des constructions.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie prévue des différentes catégories d'immobilisations.

Les principales durées de vie prévues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements, aménagement des constructions	Linéaire	1 à 50 ans
Agencements, aménagement divers	Linéaire	1 à 15 ans
Matériel industriel	Linéaire	4 à 8 ans
Matériel et outillage	Linéaire/Dégressif	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	1 et 4 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire/Dégressif	1 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. Les constructions et les agencements et aménagements des constructions sont amortis sur la durée réelle d'utilisation.

La structure est amortie comptablement sur la durée réelle d'utilisation attendue par l'entreprise et fiscalement sur une durée d'usage du bien dans son ensemble. Le traitement de l'écart est comptabilisé en amortissements dérogatoires au passif du bilan des comptes sociaux. Les amortissements dérogatoires ont été éliminés en consolidation.

4.3.3 Contrats de location financement

Les opérations réalisées au moyen d'un contrat de location financement sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

4.3.4 Immobilisations financières

Ce poste est principalement composé de dépôts et cautionnements n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

4.3.5 Stocks et travaux en-cours

Les matières premières et les marchandises sont évaluées suivant la méthode FIFO « premier entré, premier sorti ». La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

4.3.6 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4.3.7 Impôts sur les bénéfices

En application du règlement CRC n° 99-02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société. Le taux appliqué au 30 septembre 2017 est de 28% contre 33,33% au 30 septembre 2016.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Il n'y a pas de périmètre d'intégration fiscale au sein du groupe.

4.3.8 Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées pour faire face à des risques prud'homaux et aux demandes de remboursements de soins et de transports payés par la CPAM.

4.3.9 Engagements de retraite et prestations assimilées

Le montant des droits qui serait acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est généralement déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

L'ensemble de ces coûts est mentionné en engagements hors bilan (voir note 7.12).

4.3.10 Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le produit du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) comptabilisé au titre de l'année civile 2016 s'élève à 1 445 K€ et avait fait l'objet d'une provision au 30 septembre 2016 de 1 033 K€. Il a été comptabilisé en diminution des charges de personnel et a été affecté principalement à des efforts en matière d'investissement et de prospection de nouveaux marchés.

Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.

Par ailleurs, au 30 septembre 2017, un produit à recevoir de 1 296 K€ a été comptabilisé au titre du CICE 2017.

4.3.11 Honoraires des Commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux comptes enregistré dans les comptes du groupe au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017 s'élève à 87 360 €.

4.3.12 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

4.3.13 Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

5 Périmètre de consolidation

5.1 Activité

Le Groupe REPOTEL CLINALLIANCE (SA 2I INTER INVESTISSEMENTS) exploite des résidences pour personnes âgées, des cliniques médicales et une résidence pour séniors. A ce titre, il perçoit les prestations suivantes :

- Hébergement
- Dépendance
- Soins

La 2I INTER INVESTISSEMENTS SA assure des prestations de management et d'animation du Groupe, ainsi que l'assistance dans le domaine de la gestion administrative, comptable et financière de ses filiales cliniques et maisons de retraite.

Les SCI ont pour activité la gestion et l'administration des immeubles dans lesquels sont exploitées les cliniques et les maisons de retraite.

5.2 Faits caractéristiques de l'exercice

La SAS Les Jardins de Saint-Cloud, immatriculée le 9 juin 2016, a été intégrée pour ses quatre premiers mois d'activité dans la consolidation de l'exercice clos le 30 septembre 2016 et pour douze mois au 30 septembre 2017 alors que son premier exercice social est de seize mois.

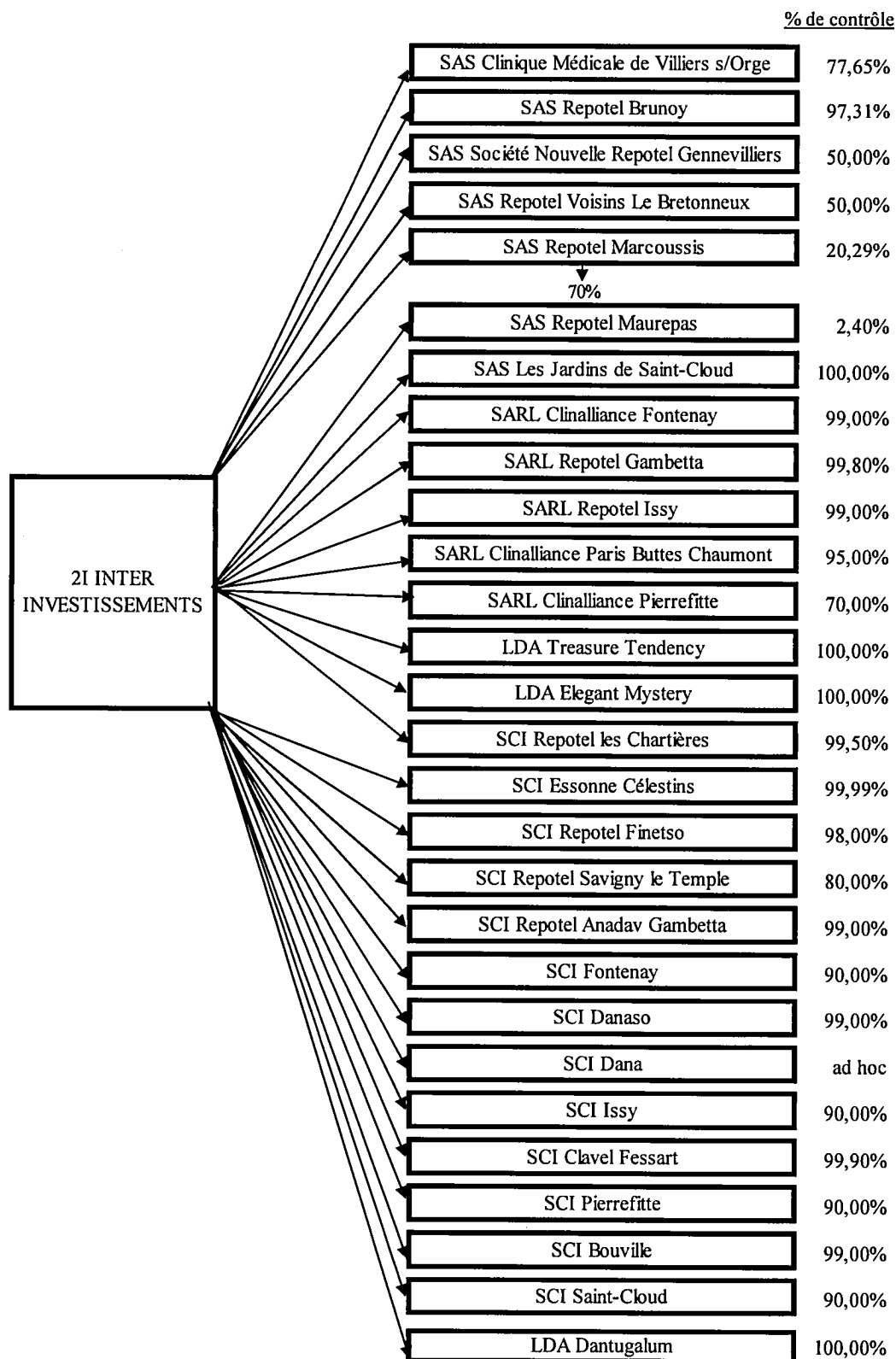
L'ouverture de cette résidence pour séniors a eu lieu le 1^{er} septembre 2017.

La LDA Dantugalum, immatriculée le 12 juillet 2017, est intégrée dans la consolidation de l'exercice clos le 30 septembre 2017 pour la première fois (voir note 6.2 variation de périmètre).

Cette LDA devrait avoir pour activité l'exploitation d'un complexe touristique au Portugal. L'actif immobilisé ne comprend que des immobilisations en cours pour une valeur de 592 K€. Aucun chiffre d'affaires n'a été enregistré au cours de l'exercice.

5.3 Organigramme au 30 septembre 2017

La 2I INTER INVESTISSEMENTS SA détient directement ou indirectement :



5.4 Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous.

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège social	Méthode de conso 2017	Méthode de conso 2016	% contrôle 2017	% contrôle 2016	% intérêt 2017	% intérêt 2016
SA 2I Inter Investissements	34056084 600032	46 rue de Verdun 91310 Longpont sur Orge	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère	Société mère
SAS Clinique Médicale de Villiers s/Orge	96520104 900016	43 rue de Verdun 91700 Villiers sur Orge	Intégration globale	Intégration globale	77,65%	77,65%	77,65%	77,65%
SAS Repotel Brunoy	32935031 800013	3 rue Godeaux 91800 Brunoy	Intégration globale	Intégration globale	97,31%	97,31%	97,31%	97,31%
SAS Société Nouvelle Repotel Gennevilliers	47759901 300018	47-49 rue du Pont d'Argenteuil 92230 Gennevilliers	Intégration globale	Intégration globale	50%	50%	50%	50%
SAS Repotel Voisins Le Bretonneux	47787831 800013	38 rue aux Fleurs 78960 Voisins le Bretonneux	Intégration globale	Intégration globale	50%	50%	50%	50%
SAS Repotel Marcoussis	30380402 500011	rue Moutard Martin 91460 Marcoussis	Intégration globale	Intégration globale	20,29%	20,29%	20,29%	20,29%
SAS Repotel Maurepas	33834442 700012	Square de la Puyssaye 78310 Maurepas	Intégration globale	Intégration globale	2,4%	2,4%	16,60%	16,60%
SAS Les Jardins de Saint-Cloud	82084504 800017	43 avenue de Verdun 91700 Villiers sur Orge	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
SARL Clinalliance Fontenay	42368782 100011	19 avenue du Maréchal Gallieni 92260 Fontenay aux Roses	Intégration globale	Intégration globale	99%	99%	99%	99%
SARL Repotel Gambetta	41989784 800018	161 à 163 avenue Gambetta 75020 Paris	Intégration globale	Intégration globale	99,80%	99,80%	99,80%	99,80%
SARL Repotel Issy	44058349 000022	23 avenue Jean Jaurès 92130 Issy les Moulineaux	Intégration globale	Intégration globale	99%	99%	99%	99%
SARL Clinalliance Paris Buttes Chaumont	44163740 200013	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	95%	95%	95%	95%
SARL Clinalliance Pierrefitte	45123347 200013	46 rue de Verdun 91310 Longpont s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	70%	70%	70%	70%
LDA Treasure Tendency	513712 011	15,5 avenue Antonio Augusto de Agular 1050 Lisbonne	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège social	Méthode de conso 2017	Méthode de conso 2016	% contrôle 2017	% contrôle 2016	% intérêt 2017	% intérêt 2016
LDA Elegant Mystery	513904441	5 rue Tomas Da Fonseca 1050 Lisbonne	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
SCI Repotel les Chartières	33229116000015	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	99,50%	99,50%	99,50%	99,50%
SCI Essonne Célestins	43119726800011	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
SCI Repotel Finetso	33169299600019	La Côtière 91150 Boutervilliers	Intégration globale	Intégration globale	98%	98%	98%	98%
SCI Repotel Savigny le Temple	40795683800012	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	80%	80%	80%	80%
SCI Repotel Anadav Gambetta	41953529900012	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	99%	99%	99%	99%
SCI Fontenay	42443734100011	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	90%	90%	90%	90%
SCI Danaso	41502363900016	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	99%	99%	99%	99%
SCI Dana ¹	43332657600017	46 rue de Verdun 91310 Longpont s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	0% ad hoc	0% ad hoc	0% ad hoc	0% ad hoc
SCI Issy	44137714000013	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	90%	90%	90%	90%
SCI Clavel Fessart	43332880400011	46 rue de Verdun 91310 Longpont s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	99,90%	99,90%	99,90%	99,90%
SCI Pierrefitte	47794070400018	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	90%	90%	90%	90%
SCI Bouville	51750644000018	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	99%	99%	99%	99%
SCI Saint-Cloud	53182070200011	43 rue de Verdun 91700 Villiers s/ Orge	Intégration globale	Intégration globale	90%	90%	90%	90%
LDA Dantugalum	513948953	5 rue Tomas Da Fonseca 1050 Lisbonne	Intégration globale		100%		100%	

¹ La SCI Dana, dont le groupe ne détient aucun titre, a fait l'objet d'une consolidation par intégration globale. Ce traitement est conforme aux dispositions réglementaires relatives aux entités « ad hoc ».

6 Comparabilité des comptes

6.1 Changements comptables

Aucun changement comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

6.2 Variations de périmètre

La LDA Dantugalum a été créée le 12 juillet 2017 et est détenue à 100% par la SA 2I Inter Investissements. Elle est consolidée selon la méthode de l'intégration globale. Son capital social s'élève à 5 000 €.

6.3 Variations des investissements

Le Groupe REPOTEL CLINALLIANCE (SA 2I INTER INVESTISSEMENTS) continue de développer ses investissements : l'augmentation des immobilisations brutes s'élèvent à 4 335 K€ en 2017 contre 19 895 K€ en 2016 (voir note 7.2).

7 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

7.1 Immobilisations incorporelles

	30/09/16	Augment.	Diminution	Comptes à comptes	30/09/17
Valeurs brutes					
Ecart d'acquisition	2 273				2 273
Concessions, brevets, licences	245	2	(7)		240
Fonds de commerce	11 043				11 043
• Autorisation d'exploiter des lits médicalisés	3 524			225	3 749
• Fonds de commerce comptes sociaux	941			(225)	716
• Ecart d'évaluation de première consolidation	6 578				6 578
Autres immobilisations incorporelles	731				731
Total	14 292	2	(7)	0	14 287
Amortissements					
Ecart d'acquisition	(1 746)	(97)			(1 843)
Concessions, brevets, licences	(237)	(7)	6		(238)
Fonds de commerce (lits médicalisés)	(3 498)	(137)			(3 635)
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Total	(5 481)	(241)	6	0	(5 716)
Valeurs nettes					
Ecart d'acquisition	527	(97)			430
Concessions, brevets, licences	8	(5)	(1)		2
Fonds de commerce	7 545	(137)			7 408
• Autorisation d'exploiter des lits médicalisés	26	(137)		225	114
• Fonds de commerce comptes sociaux	941			(225)	716
• Ecart d'évaluation de première consolidation	6 578				6 578
Autres immobilisations incorporelles	731				731
Total	8 811	(239)	(1)	0	8 571

7.2 Immobilisations corporelles

	30/09/16	Augmentation	Diminution	30/09/17
Valeurs brutes				
Terrains	16 530			16 530
Constructions ²	108 814	11 960	(210)	120 564
Installations techniques, mat. & out.	3 695	148	(58)	3 785
Autres immobilisations corporelles ³	13 084	908	(276)	13 716
Immobilisations corporelles en cours ⁴	13 271	2 577	(11 258)	4 590
Avances et acomptes				
Total	155 394	15 593	(11 802)	159 185
Amortissements				
Terrains				
Constructions	(44 490)	(2 827)	210	(47 107)
Installations techniques, mat. & out.	(3 039)	(190)	58	(3 171)
Autres immobilisations corporelles	(9 737)	(827)	276	(10 288)
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total	(57 266)	(3 844)	544	(60 566)
Valeurs nettes				
Terrains	16 530			16 530
Constructions	64 324	9 133		73 457
Installations techniques, mat. & out.	656	(42)		614
Autres immobilisations corporelles	3 347	81		3 428
Immobilisations corporelles en cours	13 271	2 577	(11 258)	4 590
Avances et acomptes				
Total	98 128	11 749	(11 258)	98 619

² Les principales constructions acquises correspondent aux travaux de rénovation de l'immeuble de la SCI Saint-Cloud qui ont été achevés au cours de l'exercice pour un montant de 11 414 K€. De ce fait, les constructions ont été amorties à compter du 1^{er} septembre 2017 après que les immobilisations en cours aient été affectées aux constructions.

³ Les augmentations des autres immobilisations corporelles correspondent essentiellement aux travaux de remises aux normes de sécurité dans la SARL Repotel Gambetta pour 102 K€ et aux frais d'agencements et de décoration de l'établissement dans la SAS Les Jardins de Saint-Cloud pour 477 K€.

⁴ L'augmentation des immobilisations corporelles en cours correspond principalement aux travaux dans la SA Holding 2I pour 1 896 K€ relatifs à l'établissement stable de Lisbonne et dans la LDA Dantugalum pour 592 K€.

7.3 Immobilisations financières

	30/09/16	Augment.	Diminut.	30/09/17
Valeurs brutes et nettes				
Titres de participations	2	10	0	12
Créances rattachées à des participations				
Dépôts et cautionnements	7			7
Dépôts de garantie	259	49		308
Total	268	59	0	327

7.4 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours concernent quasi exclusivement des produits hygiéniques et d'entretien.

	30/09/16	Augment.	Diminut.	30/09/17
Valeurs brutes et nettes				
Matières premières	237	18		255
Marchandises	49		(10)	39
Total	286	18	(10)	294

7.5 Ventilation des créances par échéance

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

Valeurs brutes	30/09/16	30/09/17	< 1 an	> 1 an
Avances et acomptes versés	86	36	36	
Clients et comptes rattachés	9 253	8 025	8 025	
Créances sociales	6			
Créances fiscales	3 215	3 399	3 399	
Débiteurs divers	472	2 289	2 289	
Créances fiscales IS	344	1 009	1 009	
Charges constatées d'avance	213	199	199	
Charges à répartir				
Impôt différé actif	133	100	100	
Total	13 722	15 057	15 057	

7.6 Dépréciation de l'actif circulant

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent selon :

	30/09/16	Dotations	Reprises	30/09/17
Clients et comptes rattachés	1 096	65	(683)	478
Total	1 096	65	(683)	478

7.7 Capitaux propres

7.7.1 Composition du capital social

Aucune modification du capital social de la société consolidante n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017. Le capital social se compose de 2 500 actions d'une valeur nominale de 16 euros.

7.7.2 Variation des capitaux propres - Part du groupe

La variation des capitaux propres - part du groupe - peut être décomposée de la manière suivante :

	Capital	Réserves légales	Autres réserves	Réserves consolidées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres Part du groupe
Situation à la clôture 30/09/16	40	4	12 792	50 464	5 202	10 257	78 759
Affectation résultat 2016			2 484	7 773		(10 257)	0
Résultat exercice 2017						11 219	11 219
Subvention d'investissement							
Situation à la clôture 30/09/17	40	4	15 276	58 238	5 202	11 219	89 878

7.8 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

	30/09/16	Dotations	Reprises	30/09/17
Autres provisions pour risques & charges	2 292	275	(1 060)	1 507
Provisions impôts différés passif	5 575	(375)	0	5 200
Total	7 867	(100)	(1 060)	6 707

Les autres provisions pour risques et charges concernent notamment les contentieux prud'homaux (ils intègrent les passifs possibles ayant fait l'objet d'une assignation) ainsi que les demandes de remboursements de soins et de transports payés par la CPAM.

7.9 Impôts différés

La prise en compte au 30 septembre 2017 d'imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

	IDA	IDP
Solde au 30 septembre 2016	131	(5 575)
- Incidence résultat	(68)	394
- Incidence réserves		
- Compensation IDA/IDP	19	(19)
Solde au 30 septembre 2017	82	(5 200)

Ils s'analysent comme suit :

Impôt différé actif	30/09/16	Autres variations	Compensation IDA/IDP	30/09/17
Contribution sociale de solidarité	2	(1)		1
Contribution à l'effort construction	57	(8)		49
Participation des salariés	196	(58)		138
Autres charges à payer				
AGEFIPH (emploi aux personnes handicapées)	2	(1)		1
Compensation IDA/IDP par entité fiscale	(126)		19	(107)
Total	131	(68)	19	82

Impôt différé passif	30/09/16	Autres variations	Compensation IDA/IDP	30/09/17
Frais d'acquisition des immobilisations	211	(38)		173
Location financement	1 936	(123)		1 813
Ecarts d'évaluation	2 194	(351)		1 843
Provisions sur compte courant	0	200		200
Provisions réglementées	1 360	(82)		1 278
Compensation IDA/IDP par entité fiscale	(126)		19	(107)
Total	5 575	(394)	19	5 200

7.10 Emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

	30/09/16	30/09/17	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 733	19 911	2 787	11 313	5 811
Emprunts en crédit bail	5 747	4 370	1 459	2 911	
Dettes financières diverses	1 549	1 623	1 623		
Concours bancaires courants	9	79	79		
Total emprunts et dettes financières	30 038	25 983	5 948	14 224	5 811

7.11 Autres passifs à court terme

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

	30/09/16	30/09/17	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Fournisseurs	2 307	2 524	2 524		
Avances et acomptes reçus sur commande	8	11	11		
Dettes sociales	6 630	7 190	7 190		
Dettes fiscales	1 491	1 512	1 512		
Fournisseurs d'immobilisations	82	75	75		
Comptes courants créditeurs	73	286	286		
Dettes fiscales (IS)	358	239	239		
Dettes diverses	1 666	1 791	1 791		
Produits constatés d'avance	2 810	2 172	2 172		
Total autres passifs à court terme	15 425	15 800	15 800		

7.12 Engagements hors bilan

Les engagements donnés peuvent être détaillés comme suit :

Engagements	30/09/17
Intérêts sur emprunt	1 896
Indemnités de fin de carrière (IFC)	729
Total engagements donnés	2 625

L'engagement hors bilan des IFC a été calculé selon la méthode rétrospective prorata temporis avec un taux d'actualisation de 2% et un taux d'augmentation des salaires de 2%.

7.13 Amortissements et provisions d'exploitation

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

	Exercice 2017	Exercice 2016
Reprises de provisions d'exploitation ⁵	1 708	625
Total reprises d'amortissements et de provisions	1 708	625
Dotations aux amortissements d'exploitation	(3 267)	(3 142)
Dotation aux amortissements retraitement conso des constructions	0	(1)
Dotations aux amortissements d'exploitation retraitement CB	(723)	(1 046)
Dotations aux provisions d'exploitation	(94)	(313)
Total dotations aux amortissements et aux provisions	(4 084)	(4 502)

7.14 Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits financiers		
Revenus des autres créances et VMP		
Autres produits financiers		
Total	0	0
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées	(797)	(912)
Autres charges financières		
Total	(797)	(912)
Résultat financier	(797)	(912)

⁵ En 2017, les reprises de provisions concernent essentiellement les comptes clients, les risques prud'homaux ainsi que les demandes de remboursements de soins et de transports payés par la CPAM.

7.15 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de la manière suivante :

	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs ⁶	54	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
- Subventions virées au résultat	0	0
- Sur cession d'éléments d'actif corporel	7	4
- Sur cession d'autres éléments d'actif financier		
Autres produits exceptionnels	0	24
Reprises de provisions et transferts de charges	35	90
Total	96	118
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(43)	(93)
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
- Sur cession d'éléments d'actif corporel	0	(1)
- Sur cession de titres consolidés		
Autres charges exceptionnelles		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions ⁷	(246)	(225)
Total	(289)	(319)
Résultat exceptionnel	(193)	(201)

7.16 Impôt sur les bénéfices

7.16.1 Analyse de l'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôt exigible	5 427	5 310
Charge (produits) d'impôts différés	(326)	385
Total	5 101	5 695

⁶ En 2017, le produit sur exercice antérieur concerne un profit non imposable suite à un contrôle fiscal.

⁷ En 2017, les dotations de provisions concernent essentiellement les risques prud'homaux et des demandes de remboursements de soins et de transports payés par la CPAM.

7.16.2 Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Rationalisation de l'impôt	Exercice 2017
Résultat net des sociétés intégrées	14 020
Impôts sur les résultats fiscaux au taux de 33,33%	(5 427)
Impôts différés latents au taux de 28%	326
<i>Charge d'impôt sur les résultats consolidés</i>	<i>(5 101)</i>
<i>Résultat avant impôts</i>	<i>19 121</i>
<Impôt théorique au taux en vigueur> au taux de 33,33%	6 373
<i>Différence d'impôt</i>	<i>1 272</i>

Analyse de cette différence d'impôt	Exercice 2017
Différentiel de taux entre 33,33% et 28%	974
Décalages permanents (33,33%)	606
Pertes de filiales fiscalement déficitaires (33,33%)	(388)
Amortissement de l'écart d'acquisition (33,33%)	(30)
Différences de taux entre 33,33% et 15%	98
Profit non imposable suite à un contrôle fiscal (33,33%)	12
<i>Total</i>	<i>1 272</i>
<i>Différence nette</i>	<i>0</i>

7.17 Effectif salarié

L'effectif du Groupe à la clôture 2017 est sensiblement voisin de l'effectif 2016. De même, l'effectif moyen 2016 avait été approché au travers de l'effectif 2015.

Il se décompose comme suit :

	Exercice 2017	Exercice 2016
Cadres et équivalents	90	93
Agents de maîtrise		
Employés	889	880
Ouvriers et apprentis		
Total	979	973

8 Autres informations

8.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre concerne les secteurs d'activité suivants :

Comptes consolidés

- cliniques médicales :	52 152 K€
- maisons de retraite :	25 017 K€
- divers Holding et SCI :	104 K€

Le chiffre d'affaires de 77 273 K€ est exclusivement réalisé en France.

Le chiffre d'affaires avant éliminations s'élève à 94 107 K€ et s'établit ainsi :

Comptes sociaux

- cliniques médicales :	52 306 K€
- maisons de retraite :	25 017 K€
- divers Holding et SCI :	16 784 K€

8.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation des sociétés du Groupe implantées en France et au Portugal est de 20 208 K€. Il se répartit par secteur d'activité de la façon suivante :

- cliniques médicales :	5 210 K€
- maisons de retraite :	7 753 K€
- divers Holding et SCI :	7 956 K€
- divers au Portugal :	- 22 K€
- résidence pour séniors	- 689 K€

8.3 Événements postérieurs à la clôture

Néant.

8.4 Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Cette information aboutirait à communiquer un montant individuel.

Pour info
Chiffre d'affaires
à France
